

À Mayotte, un revers pour Darmanin

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 2 mai 2023

À Mayotte, le vrai visage de la politique migratoire du gouvernement

Un premier revers pour Darmanin

Darmanin vient de subir un revers à Mayotte. L'opération Wuambushu, destinée à évacuer et détruire certains bidonvilles et à expulser les Comorien·nes sans titre de séjour, a été stoppée par la justice.

Mayotte est d'une extrême pauvreté : 80 % des habitant·es sous le seuil de pauvreté, la moitié des 300 000 habitant·es vivant dans des bidonvilles (souvent sans eau ni électricité), un taux de chômage de 34 %, un système de soins à bout de souffle. La population est très jeune (70 % de moins de 30 ans) et sous-scolarisée faute d'écoles.

L'île connaît une immigration importante des Comores – ancienne colonie française dont Mayotte faisait partie – qui s'entasse dans ces bidonvilles. Régulièrement, des affrontements violents se produisent entre bandes rivales, malgré l'envoi de forces de police supplémentaires. D'où l'idée de Darmanin de monter cette opération spectaculaire pour laquelle 1 800 agents des forces de l'ordre sont mobilisés dans l'île !

Or le problème est avant tout social. L'île manque cruellement de services publics et de moyens financiers. Il est aussi dû à l'histoire coloniale de l'archipel des Comores : en 1974, lors du référendum d'autodétermination, la France décide de rester à Mayotte, dont la population a voté majoritairement contre l'indépendance, et qui se trouve désormais séparée des trois autres îles de la nouvelle République des Comores. L'ONU

demande alors à la France de respecter l'intégrité territoriale de l'archipel. Elle passe outre et, en 1995, interdit même la libre circulation entre Mayotte et les Comores. En 2011, Mayotte devient un département français.

Darmanin veut se servir de Mayotte comme d'un laboratoire pour peaufiner sa répression des populations migrantes, mais cette fois-ci à grande échelle ! Pour l'instant, il est en échec, mais ce n'est que partie remise. Cela doit nous encourager à continuer la lutte contre la loi Darmanin.

ENSEMBLE! exige l'arrêt de l'opération et de toutes les mesures répressives. Ce qu'il faut à Mayotte, c'est l'égalité des droits des personnes quelle que soit leur nationalité, l'accès aux services publics et de réels moyens pour la santé, l'éducation et le logement pour l'ensemble de la population.

Le 2 mai 2023

ENSEMBLE!

Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire